

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 131 - 19 JUIN 1980 - Prix : 1 f.

## **EXIGER A NANTES**

### *Le tunnel de Cheviré, le tramway, des ponts urbains*

Le développement des transports en commun constitue à Nantes une priorité. Ceux-ci doivent être considérés comme un service public qui assure dans les meilleures conditions de confort, de rapidité, le déplacement des usagers.

C'est une nécessité pour l'amélioration de la qualité de la vie et l'animation de l'agglomération.

Hélas, le souci du pouvoir n'est pas de répondre aux besoins de la population, même si, depuis quelques années, il a tenté de récupérer à son compte le thème de la priorité aux transports en commun. Dans les faits, le gouvernement non seulement refuse de prendre les mesures financières qui permettraient de réaliser cet objectif, mais il conduit une politique qui va tout à fait à l'inverse.

La tendance à une austerité plus draconienne est évidente depuis quelques mois.

En effet le budget des transports est en réduction, aucune amélioration n'est prévue. Au contraire, les travaux de modernisation et d'équipement seront freinés à Nantes. Le Tramway Nantais se voit repoussé ou annulé par les dernières décisions gouvernementales.

Nantes vient de se voir refuser les prêts du fonds de développement économique et social nécessaires au financement des transports en commun.

D'autre part, Nantes, en avance sur les études du transport en site propre, se verrait refuser les crédits nécessaires pour son tramway au profit de la ville de Strasbourg ?

Ces décisions sont proprement scandaleuses, eu égard aux besoins énormes des Nantais et de la ville de Nantes.

En effet la crise des transports est durement ressentie dans notre cité et affecte profondément le

cadre de vie, les conditions de déplacement et de circulation.

Franchir la Loire est une préoccupation particulièrement vive, tant est rapide la dégradation des possibilités de passer le fleuve et nombreuses sont les pertes de temps et les gâchis d'énergie qui en résultent.

Il faut donc en finir avec les tergiversations, les faux prétextes : la population de l'agglomération a besoin de

solutions satisfaisantes, elles existent, les décisions doivent être mises en application. Le programme SIVRAN de contournement et du franchissement est prêt, le financement de l'Etat comme il s'y était engagé, doit suivre.

Le tramway nantais est l'une des pièces importantes pour améliorer les transports en commun et la circulation à Nantes, ses conditions de fonctionnement sont voisines de celles

d'un métro classique, avec une capacité plus réduite mais largement suffisante pour la ville de Nantes. Son coût (368 millions de francs au 1-1-80) pour la première ligne est très inférieur à celui du métro souterrain. Son déplacement Est en Ouest permettra de transporter rapidement 7 400 voyageurs/heure, aux heures de pointe. Par conséquent, l'Etat doit verser les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet.

Autre nécessité nantaise, la construction des ponts urbains. La construction du tunnel de Cheviré, tunnel de contournement est certes indispensable pour désengorger Nantes, mais cela ne peut être suffisant pour l'axe Nord Sud, pour les déplacements intramuros. Pour éviter les bouchons de Pirmit de Pont-Rousseau, d'autres ponts urbains doivent être construits.

**POUR RATTRAPER LES RETARDS, IL FAUT A NANTES, LE TRAMWAY, LE TUNNEL A CHEVIRE, DES PONTS URBAINS, SINON A TERME C'EST L'ASPHYXIE ECONOMIQUE.**

Cela se traduit sur le plan humain par des déplacements longs, pénibles et coûteux et cela s'ajoute à la fatigue quotidienne du travail.

Des solutions rapides s'imposent. La mise en place des infrastructures nécessaires à la croissance des transports en commun et de la circulation doit constituer un objectif prioritaire pour le budget de l'Etat.

C'est pourquoi le Comité de ville de Nantes, ses élus engagent la lutte avec la population et multiplient les démarches pour exiger du gouvernement les crédits nécessaires à l'amélioration des transports en commun et de la circulation, pour exiger le tunnel, le tramway, les ponts urbains.

Le Comité de Ville de Nantes du P.C.F.

### A la Chapelle-des-Marais - Aux Fossés Blancs **22 Juin - fête de la brière**

Ouverture : 10 heures

Nombreux stands - Jeux divers... - Ball-Trap - Restaurant

15 HEURES : MEETING présidé par

**hubert delahaie** secrétaire de la section de Brière

allocution de **MAURICE ROCHER**

secrétaire de la fédération de loire-atlantique du p.c.f.

17 HEURES : Spectacle avec un groupe de la région  
**OMASUYU**

Un groupe de six musiciens qui présente des chants inspirés de la musique des Andes que le groupe « LOS RUPAY » a déjà popularisé dans la région.

Folklore bolivien et péruvien - Mélodies indiennes

Instrument : Charengo, zampoña, kina, bomba, guitare, mandoline et violon.

En France, et dans le monde,

**Défendre les droits de l'homme...  
partout où ils sont menacés !**

Le 25 juin,

une délégation du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme (présidé par Georges Marchais) rencontrera les travailleurs de la S.N.I.A.S. - Saint-Nazaire.

**BAS SALAIRES, TEMPS DE TRAVAIL**

**25 JUIN : ARRÊTS DE TRAVAIL ET MEETINGS DANS LES  
ENTREPRISES DE LOIRE-ATLANTIQUE**

Débrayages, manifestations, la journée nationale d'action du 25 juin qu'organisent la CGT et la CFDT, se déroulera la veille de la reprise des négociations avec le patronat sur le temps de travail et deux jours avant la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives.

Echéances importantes que celles-là. « Le relèvement du SMIC, comme la réduction

du temps de travail intéressent tout le monde », déclarait lundi soir Henri Krasucki à l'issue de la rencontre CGT-CFDT.

En Loire-Atlantique, les unions départementales CGT-CFDT invitent leurs organisations, sections syndicales, syndicats, unions locales à appeler ce jour-là les travailleurs à des arrêts de travail, des rassemblements dans les

entreprises pour débattre de ces deux objectifs, définir leurs revendications et s'adresser à leurs patrons à cet effet.

Dans le cours de la journée, des délégations se rendront auprès des pouvoirs publics et des organisations patronales pour exprimer la volonté ainsi manifestée dans les entreprises.

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées vers 20-22 h. Matinées tous les jours 14 h 30, dimanche, 14 h, 16 h

**UNE SEMAINE DE VACANCES**

**JAMES BOND contre DOCTEUR NO**

**Le jour de la fin du monde**

**LE SAUT DANS LE VIDE**

**KISS contre les fantômes**

lundi - mardi

**ROCKY II**

## Les KORRIGANS

8, avenue de la République  
**ST-NAZAIRE**  
Tél. 22.44.79

**LAURENCE D'ARABIE**

**CANNES 80 : MON ONCLE D'AMÉRIQUE**

**CAPTAIN AMÉRIQUE**

**Festival du film fantastique**

**ALL THAT JAZZ**

**LA GRANDE REVANCHE DE BRUCE LE**  
(Interdit moins 13 ans)

Le 4<sup>e</sup> festival de Nantes est à l'heure des bilans. « Nous allons tirer les conclusions avec les parties concernées : public, mairie, associations, syndicats, presse », nous dit Christian Héliou, le directeur artistique de ce festival. Occasion pour nous aussi, sinon de faire un bilan, du moins de dégager les premières impressions sur cette quatrième édition du festival de Nantes.

Une première, et heureuse, surprise, le lieu : la « Manu ». Certes, les locaux des éditions précédentes, rue du Ballet, sont devenus au fil des ans un lieu de création, de rencontres ; certes, le ministre de la Culture et de la Communication ne demande pas mieux que d'installer la culture dans les usines désaffectées, et son collègue de l'Industrie, que de désaffecter les usines ; mais toute cette mémoire ouvrière se trouvait comme chez elle dans cette ancienne manufacture impériale des tabacs, témoignage de la société industrielle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les anciens fours de la Manu servant de décors à « Boulevard Durand » : il y a là plus

qu'une heureuse trouvaille de théâtre. « Boulevard Durand » aura d'ailleurs été le grand moment de ce festival : le thème de la pièce, le succès rencontré, l'accueil du public ont fait que les quatre représentations, qui clôturaient le festival, en ont été l'aboutissement naturel. Le texte de Salacrou apparaît sans doute vieilli, vieilles aussi l'époque, les mentalités. Christian Héliou et son équipe en font une lecture qui actualise la pièce. « Le texte de Salacrou et l'affaire Durand appartiennent au patrimoine culturel ouvrier et le public, j'en suis sûr, ne sera pas le même que pour une autre pièce » ; autant que l'on puisse en juger, Christian Héliou ne s'est pas trompé dans ses prévisions. Le public de « Boulevard Durand » était bien différent de ce qu'il fut pour les autres pièces.

Une déception, parmi celles-ci : « Les robots ne sont pas méchants », par Romain Bouteille et son Café de la Gare. Une abondante publicité de dernière heure annonçait que Patrick Dewaere serait là. Il fut

là, dix minutes le dernier soir, le temps d'introduire le spectacle, et s'en alla. Une suffisance, un mépris du public, que l'on peut attendre dans certains lieux consacrés, mais qui n'étaient pas de mise ici. Quant au reste de la troupe, Romain Bouteille en tête, elle a beaucoup de talent ; il est dommage qu'elle le consacre à exploiter un film qui lui réussit, commercialement, fort bien plutôt qu'à se renouveler et faire preuve d'imagination et de création.

Le Festival de Nantes aura été une quinzaine de d'autres spectacles, des débats, des expositions. Si l'on peut lui demander pour les éditions à venir d'être encore plus ouvert, on ne peut pas lui reprocher d'être incapable de résoudre les contradictions qu'il pose. C'en est une, par exemple, et de taille, de solliciter la collaboration des Comités d'Entreprises et de viser la participation d'un public de travailleurs à un spectacle qui finit à

1 heure moins le quart, ce, malgré tout l'intérêt de ce spectacle, et celui d'Arturo-Ui, en l'occurrence, était grand. Contradiction aussi que le public d'une exposition sur « la vie ouvrière et ses luttes » ne soit pas ceux-là mêmes pour qui elle est faite. Autant de contradictions qui renvoient à la situation d'une culture en crise dans un contexte de crise. Christian Héliou et le Festival de Nantes n'ont certes pas la prétention de les résoudre, mais ils ont du moins le mérite d'aider à les poser.

Une délégation fédérale composée de Maurice Rocher, secrétaire de la fédération, Jean-Yves Coupel, secrétaire du Comité de Ville, Michel Le Hérisse, responsable de la Commission sur les problèmes de la culture, a rencontré Christian Héliou avec lequel elle s'est entretenue des diverses questions soulevées par ce Festival de Nantes.

## Les nouveautés de la semaine

- **DINGO ET DONALD.** — Le dernier-né des dessins animés Walt Disney. Les Jeux Olympiques du rire... pour faire oublier l'absence des Américains aux vrais...
- **LAURENCE D'ARABIE.** — Reprise d'une superproduction de David Lean, avec Peter O'Toole, Alec Guinness...
- **SIMONE BARBES OU LA VERTU.** — Film de Marie-Claude Treilhou. La nuit d'une ouvreuse de cinéma porno. L'un des films les plus personnels et les plus originaux de longue date. Drôle, tendre, intelligent.
- **KISS CONTRE LES FANTÔMES.** — Film anglais de Gordon Hessler avec le groupe « Kiss ».
- **CAPTAIN AMERICA.** — Film de Ivan Nagy, avec Reb Brown, Christopher Lee, Lana Wood. Captain America, adversaire numéro 1 du mal et du crime, verra ses capacités étonnantes et surhumaines mises à rude épreuve

- lorsque les Etats-Unis d'Amérique seront pris en otage par des terroristes sans scrupules.
- **AMERICAN GIGOLO.** — Film de Paul Schrader, avec Richard Gere et Lauren Hutton. Complot dans lequel est mêlé un gigolo qui est accusé d'un meurtre dont il est innocent.
- **SATURN 3.** — Film anglais de Stanley Donen, interprété par Kirk Douglas.
- **JAMES BOND CONTRE DR. NO.** — Film de Terence Young, avec Sean Connery, Ursula Andress, Joseph Wiseman, Jack Lord, Bernard Lee.
- **LES HÉRITIÈRES.** — Film de Marta Meszaros. Pendant que la Hongrie sombre dans le fascisme et dans la guerre, l'histoire de deux femmes : l'une issue de la grande bourgeoisie, l'autre jeune fille pauvre. Sélection officielle hongroise au festival de Cannes.

**APOLLO** 5 salles, 5 films

**LES CROCS DU DIABLE**

**SATURN III** | **OPÉRATION DRAGON** | **LE CHAINON MANQUANT**

**DES ROSES ROUGES POUR LE FURHER**  
(Interdit aux moins de 18 ans)

**ARIEL** 2 SALLES

- FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE
- LA COLLINE DES YEUX**  
(Interdit aux moins de 18 ans)
- 2 films « HARD » au même programme  
tarif réduit interdit moins de 18 ans
- INFIDELITES SEXUELLES
- JEUNES FILLES AU COUVENT

### Horaires les "Korrigans"

Salle 1 : Tous les jours, 20 h 20, plus mercredi, vendredi, sam., dim., lundi, 14 h 30.

Salle 2 : Tous les jours, 20 h, 22 h 30, plus mercredi, vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h, 16 h 30.

Salle 3 : Tous les jours, 20 h 15, 22 h 15, plus mercredi, vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h 15, 16 h 15.

Salle 5 : Premier film : mercredi, sam., 14 h 30, 22 h 30, lundi, mardi, jeudi, vendredi, 22 h 30, plus dim., 16 h 30, 22 h 30.

Deuxième film : lundi, vendredi, 14 h 30, 20 h 05, mardi, mercredi, jeudi, sam., 20 h 05, plus dim., 14 h 05, 20 h 05.

**PALMARES DU FILM FANTASTIQUE**

Salle 4

- mercredi, 14 h 30, 20 h 10 : « LES MONSTRES SONT TOUJOURS VIVANTS » (interdit aux moins de dix-huit ans), 22 h : « STAR

**CRASH.**

- jeudi, 20 h 10 : « LES CREATURES DE KOLOS », 22 h : « FRISSONS » (interdit aux moins de dix-huit ans).
- vendredi, 14 h et 22 h : « JACK L'EVENTREUR » (interdit aux moins de dix-huit ans), 20 h 10 : « LES FRISSONS DE L'ANGOISSE ».
- samedi, 14 h 30, 22 h : « LA MALEDICTION DES WATTELEY » (interdit aux moins de treize ans), 20 h 10 : « BLACULA » (interdit aux moins de treize ans).
- dimanche, 14 h 1.0 20 h 10 : « GRIZZLI », 16 h, 22 h : « AU PAYS DE L'EXORCISME » (interdit aux moins de dix-huit ans).
- lundi, 14 h 30, 20 h 10 : « LA MAISON DES DAMNES » (interdit aux moins de treize ans), 22 h : « SCHIZO » (interdit aux moins de dix-huit ans).
- mardi, 20 h 10 : « LE DERNIER MONDE CANNIBALE » (interdit aux moins de dix-huit ans), 22 h : « MARTIN » (interdit aux moins de dix-huit ans).
- Prix unique des places pour ce Palmars : 13 F.

**Gaumont**

LES JEUX OLYMPIQUES DU RIRE... SONT OUVERTS!

WALT DISNEY PRODUCTIONS PRÉSENTENT

**DINGO ET DONALD** GOOBY CHAMPIONS OLYMPIQUES

GRAND FESTIVAL D'ÉTÉ 80

**THE ROSE**

<b>LES SOUS-DOUES</b>	<b>BRIGADE MONDAINE</b> (Interdit moins 18 ans)
<b>LES VALSEUSES</b> (Interdit moins 18 ans)	<b>LONG RIDERS</b>

## A L'AFFICHE DE NANTES

**APOLLO**

- 1 — 14 h, 16 h 15, 20 h, 22 h 15, plus sam., 0 h 30 : **LES CROCS DU DIABLE.**
- 2 — 14 h, 16 h, 20 h, 22 h, plus dim., 18 h, plus sam., 24 h : **SATURN 3.**
- 3 — 13 h 50, 15 h 55, 20 h 05, 22 h 10, plus dim., 18 h, plus sam., 0 h 15 : **LE CHAINON MANQUANT.**
- 4 — 14 h 05, 16 h 05, 20 h 05, 22 h 05, plus dim., 18 h 05, plus sam., 0 h 05 : **OPÉRATION DRAGON.**
- 5 — 14 h 15, 16 h 10, 20 h, 21 h 55, plus dim., 18 h 05, plus sam., 23 h 50 : **DES ROSES ROUGES POUR LE FURHER.**

**ARIEL**

- 1 — 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, plus sam., 24 h : **LA COLLINE A DES YEUX.**
- 2 — (permanent à partir de 14 h) : **INFIDELITES SEXUELLES. JEUNES FILLES AU COUVENT.**

**COLISEE, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, plus dim., 17 h**

- 1 — **LES HÉRITIÈRES.**
- 2 — **REPULSION.**
- 3 — **MON ONCLE D'AMÉRIQUE.**

**CONCORDE**

- 1 — 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : **UN MARIAGE (R. ARTMAN).**
- 22 h 30, plus dim., 17 h 15 : **L'AUTRE.**
- 2 — 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : **L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS.**
- 22 h 30, plus dim., 17 h 15 : **LITTLE BIG MAN.**
- 3 — 20 h, plus dim., 14 h 15 : **SALO ET LES 120 JOURS DE SODOME.**
- 22 h 15, plus dim., 17 h : **LOVE.**
- 4 — 20 h, plus dim., 14 h 15 : **LA FEMME ITALIENNE.**
- 22 h 30, plus dim., 17 h : **LE DESERT DES TARTARES.**

**GAUMONT**

- 1 — 14 h 05, 16 h 45, 19 h 50, 22 h 30 : **THE ROSE.**
- 2 — 13 h 55, 16 h, 20 h 25, 22 h 30, plus dim., 18 h : **LES SOUS-DOUES.**
- 3 — 13 h 50, 16 h, 20 h 20, 22 h 30, plus dim., 18 h : **DINGO ET DONALD, CHAMPIONS OLYMPIQUES.**
- 4 — 13 h 50, 16 h, 20 h 20, 22 h 30, plus dim., 18 h : **BRIGADE MONDAINE.**
- 5 — 14 h 10, 16 h 45, 20 h, 22 h 30 : **LES VALSEUSES.**
- 6 — 13 h 50, 16 h, 20 h 20, 22 h 30, plus dim., 18 h : **LONG RIDERS.**

**KATORZA, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, plus dim., 17 h**

- 1 — **UNE SEMAINE DE VACANCES.**
- 2 — **AMERICAN GIGOLO.**
- 3 — **SIMONE BARBES OU LA VERTU.**
- 4 — **MIDNIGHT EXPRESS.**

**RACINE, 14 h, 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30, 23 h**

- 1 — **CHATTES RAVAGEUSES. QUI M'AIME ME SUCE.**
- 2 — **PETITES FILLES IMPUDIQUES. CHALEUR INTIME.**

**VERSAILLES**

- 1 — 20 h, plus dim., 14 h 15 : **RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES.**
- 22 h 15, plus dim., 17 h : **TOMMY.**
- 2 — 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : **LE DERNIER TANGO A PARIS.**
- 22 h 30, plus dim., 17 h 15 : **FELLINI ROMA.**

# Luttons contre le redéploiement des classes maternelles et primaires en Loire-Atlantique

Dans l'enseignement pré-élémentaire et primaire, la politique de redéploiement mise en œuvre par M. Beullac, le ministre de l'Éducation, bat son plein.

En Loire-Atlantique, pour la prochaine rentrée, l'administration entend procéder aux mesures suivantes :

— Fermeture de 40 postes (21 en primaire, 19 en maternelle). Ces suppressions permettront de dégager, à peu de frais, les moyens nécessaires pour les 49 ouvertures prévues, dites « de première urgence ».



— Blocage de 63 postes (36 en primaire, 27 en maternelle). Ces postes sont donc menacés de fermeture jusqu'à la confirmation des effectifs à la rentrée et les instituteurs qui en sont titulaires doivent solliciter leur mutation. L'administration compte sur la transformation des blocages en fermetures définitives pour financer quelques ouvertures de classes supplémentaires à la rentrée, dites de 2<sup>e</sup> urgence.

Voilà bien une illustration claire du redéploiement :

Répartir au mieux les moyens existants sans en créer de nouveaux !

Cette politique délibérée qui, sous couvert de baisse démographique, se traduit, au plan national, par une nouvelle réduction de 630 postes d'instituteurs au budgets de 1980 est lourde de conséquences pour les jeunes élèves : toutes les statistiques, les observations, montrent l'aggravation de la sélection sociale, des inadaptations et de l'échec scolaires avant l'entrée en 6<sup>e</sup>.

L'une des clés de ce problème, dont dépend la possibilité d'individualiser l'enseignement, de développer des actions de soutien ou de rattrapage, reste la question des effectifs par classe.

Or, en maternelle, l'âge d'accueil, reconnu souhaitable à partir de 2 ans, tend à reculer et les effectifs des classes restent bien loin de la revendication immédiate des 25 élèves. Les fermetures et blocages proposés vont entraîner, presque partout, des effectifs supérieurs à 30 élèves.

En primaire, les effectifs de classes sont surchargés, particulièrement dans les classes de C.M. et les écoles des périphéries urbaines. Ainsi, pour arriver à l'objectif officiel des 25 élèves en CE1, il faudrait créer, au minimum, 20 postes supplémentaires en Loire-Atlantique.

Au total, la réalisation de la revendication des 25 élèves maximum par classe nécessiterait la création immédiate de 500 postes budgétaires pour le département.

Cette politique détériore rapidement les conditions de travail des institutrices et instituteurs : la multiplication des fermetures et blocages développe les mutations forcées, l'instabilité du poste et de l'emploi, les classes à double niveau... La plupart des normaliens sortants ne sont pas nommés dans une classe, mais en remplacement. De nombreuses suppléances ne sont pas assurées, le recrutement dans les écoles normales ne cesse de diminuer...

La riposte à cette politique s'est amplifiée par de multiples

actions locales qui ont abouti à de puissants mouvements nationaux. On peut dire, en effet, que l'on vient de connaître dans l'Éducation Nationale, une année de luttes sans précédent depuis l'accession de Giscard d'Estaing à la présidence. Face à l'inaction des dirigeants socialistes de la F.E.N. et du S.N.I., partisans de se limiter à « infléchir » la politique du pouvoir, l'activité et les explications des enseignants communistes, dans le courant « Unité et Action », ont fortement contribué à la mise en échec du consensus scolaire, au succès de la grève nationale des 24 et 25 avril.

De même, le dernier congrès national de la F.C.P.E. a reflété l'ampleur du mécontentement et des actions à la base, incompatible avec l'attentisme de la direction nationale.



Des possibilités nouvelles existent donc pour que, d'ici à la rentrée, les actions unies des enseignants et des parents

permettent de remporter, comme à Châteaubriant et au Pellerin, de nouveaux succès

Voilà le rôle et la responsabilité des cellules de quartiers et d'établissements scolaires, des parents et enseignants communistes :

— En prenant directement en compte la situation concrète de l'école et du quartier : contre la fermeture, le blocage, la liste d'attente en maternelle, le CE1 à plus de 25 élèves, pour les ouvertures de classes nécessaires...

— En définissant, avec la participation active du plus grand nombre d'intéressés, les objectifs précis sur lesquels s'uniront les parents, les enseignants, les élus, selon des formes d'action diverses et efficaces.

## L'ACTION CONTRE LES FERMETURES DE CLASSES

### A TRIGNAC

Les parents d'élèves de la F.C.P.E., les instituteurs et les élus du Conseil municipal refusent la fermeture de la 8<sup>e</sup> classe à l'école Marie-Curie.

Une pétition a recueilli 600 signatures de parents d'élèves (soit 80 % de signataires)

Le texte de cette pétition souligne : « ... La baisse démographique devrait être le moment idéal pour diminuer les effectifs et permettre un meilleur enseignement pour nos enfants et de meilleures conditions de travail pour les instituteurs. Au lieu de cela, c'est la grille Guichard qu'on applique aveuglément.

La circulaire Beullac, dont le but est de répartir au mieux les postes budgétaires sans en

créer de nouveaux, entraîne, après la suppression de nombreuses classes à la rentrée 1979, une nouvelle réduction de 630 postes d'instituteurs au budget de 1980.

Nous ne pouvons admettre que, de ce fait, la vie scolaire des enfants et de leurs maîtres se détériore un peu plus chaque année dans les milieux sociaux souvent difficiles avec des effectifs moyens par classe déjà excessifs. »

Le Conseil municipal, reprenant les attendus de ce texte, adresse à l'inspecteur d'Académie une délibération :

— refusant la fermeture de la 8<sup>e</sup> classe élémentaire à l'école Marie-Curie,

— exigeant la diminution des effectifs par classe (pas plus de 25 élèves) et l'abrogation de la grille Guichard « qui permet de supprimer des classes lorsque les effectifs sont en baisse, mais qui permet plus difficilement les créations nécessaires lorsque les effectifs sont en hausse ».

Le samedi 24 mai, une délégation de parents de la F.C.P.E. et d'élus, conduite par J.-L. Lecomte, maire et conseiller général, s'est rendue à la sous-préfecture de Saint-Nazaire pour déposer pétition et délibération.

### A SAINT-NAZAIRE

11 fermetures sont envisagées contre une seule ouverture !

Après ces fermetures, toutes les classes des écoles concernées atteindraient une moyenne supérieure à 25 élèves en primaire, à 30 en maternelle.

A la suite d'un appel à la lutte lancé dans son journal, la cellule des instituteurs a tenu un stand d'information à la fête fédérale de « L'Humanité » et a recueilli plusieurs centaines de signatures sur une pétition.

Afin d'être au plus près des problèmes concrets de chaque école, l'action doit se poursuivre, avant les vacances, au niveau des cellules de quartier (tracts, pétitions, interventions des élus...).

D'où l'importance du rôle

d'animation et d'initiative politique de chaque cellule.

### A NANTES

Les élus communistes, J. Cailleau, J. Trouillard, C. Caiveau, sont intervenus contre les suppressions de classes envisagées à Malakoff et à la Géraudière. Elles ont accompagné les délégations des parents d'élèves reçues par l'inspecteur d'Académie.

### A DOULON, UNE CLASSE SAUVAGE

Au Vieux-Doulon, où il y a menace de suppression de deux classes au groupe scolaire Maurice Macé, l'action des parents prit, le 26 avril, une forme particulière. Mettant, dans les mots et les faits, le problème « sur la place publique », ils installèrent une classe « sur la rue » pour mieux marquer leur refus des suppressions de classes et en exposer les raisons à la population.

C'était un « temps fort » de ce conflit qui dure depuis le 21 février et qui vit les parents multiplier les initiatives d'action.

Notre camarade Joël Busson, adjoint spécial de Doulon, devait y réaffirmer le soutien actif des élus communistes et déclarer notamment : « Ce sont évidemment les enfants issus des milieux les plus modestes qui sont les premiers touchés par la politique scolaire du pouvoir... En étant très exigeants pour l'école maternelle et élémentaire nous refusons la grille Guichard, la multiplication des classes à double niveau, l'insuffisance du nombre de GAPP ».

Il faut aller vers un abaissement des effectifs par classe, vers l'ouverture de structures souples, ouvertes, de soutien et de rattrapage.

C'est ainsi que se déterminent pour nous les objectifs de luttes pour s'opposer aux fermetures, pour l'ouverture de nouvelles classes, pour obtenir les maîtres nécessaires permettant de ramener les effectifs à 25 élèves par classe.

## Un centre d'activités de l'I.R.M. créé en Loire-Atlantique

Lors de la création de l'Institut de Recherche Marxiste à Bobigny en décembre dernier, la « régionalisation »

des activités de recherche de l'Institut avait été envisagée. Elle s'est concrétisée samedi dernier par la création dans

notre département d'un centre d'activités de l'I.R.M. Sous la présidence de Maurice ROCHER, secrétaire fédéral et en présence de Serge WOLIKOW et Jean-Luc ROGER, représentant la direction de l'I.R.M., et Loïc LE GAC, membre du B.F., plus d'une trentaine de participants (chercheurs, militants non chercheurs, non professionnels, etc.) ont discuté trois heures durant sur la base d'un rapport présenté par Alain BERGERAT. Discussion au terme de laquelle, décision a été prise de créer deux groupes de recherche :

- Un groupe de recherche sur l'histoire du mouvement ouvrier en Loire-Atlantique, et en particulier l'histoire du P.C.F. et de ses rapports avec la société locale ;

- Un groupe de recherche sur la société locale, les spécificités de notre département et l'étude des classes sociales notamment de la classe ouvrière (Un sous-groupe étudierait éventuellement les Chantiers de l'Atlantique).

Bref, une réunion de travail riche et positive qui sera prochainement suivie de la mise au travail des groupes de recherche à l'initiative d'un petit collectif animé par A. Bergerat.

**NOUVEAU !**  
 Vos vacances d'ETE en  
**BULGARIE**  
 2 NOUVELLES  
 STATIONS au choix :  
**ALBENA**  
**DROUJBA**



— DÉPART HEBDOMADAIRE (18 mai au 5 octobre), à partir de ..... 1740 F.  
 La semaine en pension complète (semaine supplémentaire à partir de 650 F).

— CIRCUIT EN BULGARIE (8 jours, de Nantes à Nantes,) à partir de ..... 2100 F

— Nombreuses excursions à partir de la station, en BULGARIE, ISTAMBOUL, ATHENES, MOSCOU, BUDAPEST, LENINGRAD, KIEV, TBLISSI...

• Libre choix des restaurants à la station... ou en BULGARIE et... SANS PASSEPORT !...

Renseignements et inscriptions :  
 toutes agences et associations de voyages

**“ MIEUX CONDUIRE ”**  
**AUTO-ECOLE DU PLESSIS-CELLIER**  
 Marcelle SIMON  
 36, boulevard Alexis-Carrel - NANTES - Tél. 43-16-47

**FORMATION ACCELEREE TOUTE L'ANNEE**  
 dans un cadre agréable et une ambiance sympathique

# CRISE

# DU CAPITALISME ? OUI DU PÉTROLE ? NON

## HAUSSE INJUSTIFIABLE !

Au moment même où s'ouvrait à Alger la Conférence semestrielle de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le gouvernement français faisait savoir « qu'une hausse des produits pétroliers pouvait intervenir dans la dernière quinzaine de juin ».

Comme dans un ballet fort bien réglé, le gouvernement, une fois cette information donnée, se retire et laisse jouer la grande presse, sans crainte qu'elle commette quelques faux pas.

L'image des « faucons » de l'OPEP, irresponsables et conduisant pays industrialisés et pays producteurs « à la faillite », est quasi unanimement reprise, que ce soit sur les ondes ou dans les journaux, et les vieux scénarios catastrophes sont ressortis des cartons. (Il faut bien faire passer la pilule).

Aujourd'hui on achète le litre de super à + 5 centimes et déjà on annonce une prochaine hausse fin juin.

La montée de l'inflation dans les pays capitalistes et la chute du dollar permettraient d'annuler les hausses de tarifs des pays de l'OPEP, mais ces pays capitalistes répondent maintenant par des revalorisations de prix et entendent mettre en place un système d'indexation tenant compte de leurs propres besoins de développement.

De même, les compagnies ont accumulé d'énormes stocks, augmentant ainsi leurs profits chaque fois que le gouvernement décrète une nouvelle flambée des produits pétroliers et espérant contraindre l'OPEP à réduire ses tarifs. Mais les pays exportateurs ont diminué leur production, désireux de ne plus laisser les compagnies faire la pluie et le beau temps et surtout de préserver ce qui constitue souvent leur unique ressource et donc le seul moyen de financer leur industrialisation.

Il est d'ailleurs à remarquer que les dirigeants des pays capitalistes ont l'indignation fort sélective. D'autres pays producteurs de pétrole, et non des moindres (Grande-Bretagne, Norvège, Canada, Etats-Unis...), pratiquent des prix au moins aussi importants que ceux de l'OPEP, mènent une politique de préservation de leurs ressources sans jamais s'attirer les foudres des uns et des autres. Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis, qui crient le plus fort au scandale, sont les seuls, l'Iran mis à part, à avoir diminué leur production l'on dernier alors qu'ils sont les plus gros consommateurs d'énergie du monde.

Payer la facture pétrolière ? Mais l'essentiel de la facture à payer à l'étranger vient de nos achats au trois « grands », les Etats-Unis, la RFA et le Japon. Ils nous fournissent des produits que nous pourrions tout aussi bien fabriquer si les grandes entreprises ne confondaient leurs propres intérêts à court terme avec ceux de la France.

Il est également possible de restreindre les taxes payées par les consommateurs et combler le trou en prenant dans les caisses des compagnies pétrolières.

## A LA SNIAS, quels droits pour les hommes ?

Beaucoup de « défenseurs des libertés, des droits de l'homme » s'offusquent et condamnent les atteintes qui ont lieu à l'étranger (surtout dans les pays socialistes), mais oublient assez complaisamment de parler des atteintes aux libertés en France et notamment dans les entreprises.

A la SNIAS St-Nazaire, ne se passe-t-il rien ? N'y a-t-il aucune atteinte aux droits de l'homme à la dignité, aux libertés ? Si !

Ainsi, dans la dernière période, quelques faits :

— Le 5 juin, des femmes embauchées sous contrat débrayent pour la Sécu. Le lendemain, la maîtrise vient les voir pour leur réciter le tract F.O. qui appelait à laisser faire le mauvais coup (sans le dire). Et cette même maîtrise de les persuader pour « leur bien » de ne plus recommencer.

— Un contremaître vient s'enquérir auprès d'un collecteur F.O. de la situation de son collectage avec les jeunes embauchés du secteur.

— Les licenciements, mise à pied.

— Les salaires des délégués (devinez lesquels) amputés de plus de moitié pour certains parce qu'ils n'ont pas fait leur « bons de délégation » en temps et en heure (C'est ça la liberté syndicale ?...)

— La démocratie au C.E., comment peut-elle être appliquée lorsque les dirigeants ne représentent même pas la majorité des voix aux élections et s'arrogent « au nom de la démocratie » (sic) tous les pouvoirs.

— Et ce contremaître, membre de la C.G.C. qui « avoue » à un compagnon venu lui demander de la rallonge, que la direction avait choisi « ses » syndicats et qu'elle ne favoriserait qu'eux.

— Et ces travailleurs, ces responsables syndicaux, poursuivis devant les tribunaux, vic-times de « mises à pied », privés d'emploi et de ressources...

Depuis ses origines, le capitalisme a écrit ces mots invisibles sur les portes des entre-

(Suite page 7)

## QUEL GACHIS!

## DESTRUCTIONS ICI



## PRIVATION LA !

### A) QUEL DÉFICIT ?

Le déficit de nos échanges avec les pays de l'OPEP est, en 1979, de l'ordre de trente-quatre milliards de francs. Avec les E.-U., la RFA, le Japon, le déficit total est de vingt-neuf milliards de francs. En février 1980 notre déficit extérieur dépasse les

quatre milliards. Et tous les commentateurs d'expliquer que cela provient de l'augmentation de la facture énergétique : 3,1 milliards de plus qu'en février 1979.

Mais la « facture biens d'équipements » est supérieure de 1,2 milliards à

celle de février 1979 ; pour l'automobile cela fait un milliard supplémentaire ; pour les biens d'équipement ménager et les biens de consommation, la facture augmente de 2,5 milliards.

Hors énergie, les importations augmentent de 4,7 milliards de francs contre 3,1 milliards de francs pour l'énergie.

Facture pétrolière	1974	1978	1979	1980 *
en milliards de francs courants ..	45	49	66	100
en % P.I.B. (produit intérieur brut)	16,1	11,8	13,8	18,6
en % des importations .....	3,5	2,3	2,7	3,7

\* 1980 : Estimation.

### B) LA « FACTURE » A BON DOS !

D'une manière plus générale les chiffres montrent que la « facture pétrolière » doit être relativisée.

D'autre part, le coût du pétrole importé a augmen-

té moins vite que la moyenne des prix en France. En effet, le coût des importations pétrolières, évalué en francs constants, était en 1978 de 27 % inférieur à ce-

lui de 1974. En 1979 il était inférieur de 9 % à celui de 1974. Par contre, cela n'est pas le cas de l'essence, du gaz-oil et du fuel.

En effet, du 1er janvier 1979 à fin février 1980, les produits pétroliers, livrés sur le marché français, ont subi sept hausses (huit pour le fuel) retrouvées dans le tableau ci-dessous.

Prix du litre	3-1-79	22-2-80	Hausse en %
Essence .....	2,54	3,14	+ 23,6
Super .....	2,75	3,35	+ 21,8
Gazole .....	1,72	2,33	+ 35,5
Fuel domestique .....	0,91	1,52	+ 67,3

## C) LE PÉTROLE RAPPORTE A L'ÉTAT

En 1979, l'Etat a empoché soixante-dix milliards de francs d'impôts sur les produits pétroliers. C'est plus que le coût du pétrole brut importé.

Il existe deux sortes d'impôts sur les produits pétroliers :  
— la taxe intérieure (et les taxes assimilées) sur les produits pétroliers

— la T.V.A.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers a rapporté à l'Etat en 1979 : 49,15 milliards (20 % de plus qu'en 1978) pratiquement autant que le total de l'impôt sur les sociétés. Quant à la T.V.A. on peut estimer qu'elle a rapporté de l'ordre de 20 milliards de francs à l'Etat en 1979.

	Prix du litre	Taxes	%
Super .....	3,35	1,96	58,4
Essence .....	3,14	1,84	58,5
Gazole .....	3,14	1,11	47,7
Fuel domestique .....	1,52	0,37	24,5

## D) LES PROFITS ONT PLUS QUE DOUBLÉ

En 1979, les profits des sociétés françaises ont été multipliés par 2,3 pour Elf-

Aquitaine (quatorze milliards de francs de profits bruts); 2,9 pour CFP-To-

tal (9,5 milliards de francs de profits bruts).

Les privilèges fiscaux des sociétés pétrolières ont permis à la CFP-Total de ne pas payer d'impôt en France.

## Bénéfices records pour les majors

### EXXON :

+ 55 % sur 78 (18 milliards de Francs de profits en 1979)

### MOBIL :

+ 78 % (2 020 millions de dollars de profits en 1979)

### TEXACO :

+ 106 % (1 760 millions de dollars de profits en 1979)

### Standard Oil of California :

+ 64 % (1 790 millions de dollars de profits en 1979)

### Standard Oil of Indiana :

+ 40 % (1 507 millions de dollars de profits en 1979)

### Gulf-Oil :

+ 70 % (1 332 millions de dollars de profits en 1979)

### Standard Oil of Ohio :

+ 163 % (1 186 millions de dollars de profits en 1979)

### L'Anglo-Neerlandaise Royal Dutch Shell :

3 051 milliards de Livres (28 milliards de Francs de profits en 79)

## A LA SNIAS, quels droits pour les hommes ?

suite de la page 6

prises : « ici, tu cesses d'être un citoyen ». Il fait du patron un tyran. Il viole les libertés syndicales. C'est la monarchie qui continue sous la Républi-

que. L'entreprise est la Bastille de notre époque.

Oui, nous avons raison de lutter pour en finir avec la dictature patronale dans les entreprises, pour que les travailleurs soient enfin considérés comme des êtres humains et non comme de la chair à profit. Oui, nous avons raison de lutter pour la liberté d'opinion, d'expression et d'organisation syndicales et politiques à l'entreprise, pour le respect absolu du droit de grève, pour le droit à la plus large information sur toutes les questions importantes pour les travailleurs, pour l'attribution à

leurs élus de prérogatives et de moyens nouveaux. Oui, nous avons raison de lutter pour la mise en place de conseils d'ateliers et de services, pour l'autogestion. Tout nous le confirme ici, à la SNIAS.

Oui, nous devons nous unir et lutter pour en finir avec cette dictature, avec cette réaction. Il faut faire reculer cette direction moyennageuse dans la conception qu'elle a des libertés et des droits de l'homme.

Il ne sera pas dit que les travailleurs devront laisser leur pantalon à l'entrée de l'entreprise!!!!

## Plus que jamais :

### - DES EMBAUCHES - DE NOUVEAUX PROGRAMMES

L'Airbus ne se vend plus. Force est de le constater.

Ainsi après l'empressement des clients en 1979, nous assistons à une stagnation inquiétante voire dangereuse cette année.

Les raisons de cette désaffection de clients potentiels sont de deux ordres :

- 1 — les délais de livraison sont énormes.
- 2 — la famille Airbus limitée à deux versions principales l'A 300 et l'A 310.

Dans les deux cas le principal concurrent, l'américain Boeing est mieux placé.

Délais plus courts et surtout famille plus complète.

Le Parti communiste réclame depuis plusieurs années :

- 1 — la mise en place des structures et moyens nécessaires pour faire face aux besoins des marchés, en particulier des embauches.
- 2 — le lancement rapide de l'A 200 ou bi-CFM 56 pour combler le créneau manquant (marché mondial estimé à 1 500 appareils).

Nos dirigeants politiques et industriels ont pris la lourde responsabilité de ne pas prendre en compte les arguments et propositions que le P.C.F. avançait soutenu par la CGT qui il y a trois ans avait organisé une

grande campagne autour du lancement de l'A 200.

Depuis, d'autres voix s'élèvent et viennent confirmer, renforcer notre analyse.

Ainsi le 14 mai le CCE de la SNECMA et les organisations syndicales CGT, CFDT, FO et CGC ont écrit au Président de la République attirant son attention sur l'urgence du bi-CFM 56.

« Air et Cosmos » dans un récent numéro, bâtit son éditorial sur le sujet et en arrive aux mêmes conclusions (mieux vaut tard que jamais).

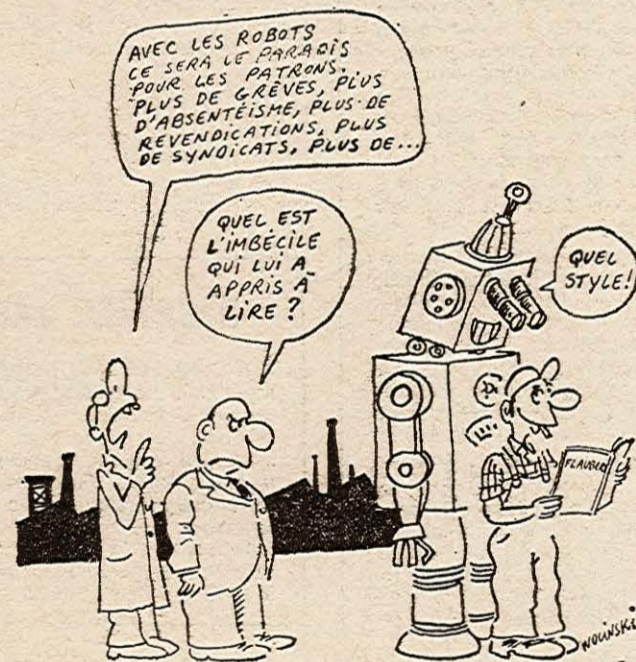
D'autres personnalités techniques et syndicalistes sont convaincues qu'il faut faire vite.

Alors qu'attend le Pouvoir ?

C'est à la France qu'il appartient d'affirmer sa volonté de demeurer parmi les constructeurs aéronautiques de demain.

Les cerveaux et les bras ne manquent pas, donnons-leur les moyens matériels de s'exprimer.

En ce qui nous concerne, communistes, nous poursuivons (et nous invitons tous les travailleurs de la SNIAS à soutenir notre action) nos efforts, nos démarches à tous les niveaux pour que soit mise en place une industrie aéronautique française capable de répondre aux besoins de notre pays.



POUR DEFENDRE L'AERONAUTIQUE, LES LIBERTES



J'ADHERE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM ..... Prénom .....  
Profession ..... Age .....  
Adresse .....  
Entreprise ..... Atelier .....

Vous connaissez des communistes à l'entreprise, remettez-leur ce bulletin, ou expédiez-le : P.C.F., 24, rue du Commandant-Gaté, SAINT-NAZAIRE.

Directeur de la publication  
Maurice ROCHER  
41, rue des Olivettes - NANTES

Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.P.P.P. n° 62 987

Composé et imprimé  
par une équipe d'ouvriers syndic

## POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LE PLURALISME DES ASSOCIATIONS

Dans une déclaration à la presse, la Commission culturelle des sections de St-Nazaire, de la SNIAS et d'Alstom-Atlantique du P.C.F. vient de poser publiquement la question

« Après avoir bloqué toute négociation sur les légitimes revendications des travailleurs de la SNIAS, répondu aux luttes par la provocation, frappé 7 militants de la C.G.T., tous communistes, de licenciements, la direction de cet établissement osera-t-elle profiter de la mise en place du nouveau C.E. pour s'attaquer une nouvelle fois à la liberté d'expression, en mettant en cause le Centre de Culture populaire de St-Nazaire ? »

« De même, poursuit-elle les élus F.O. au C.E. participeront-ils de nouveau à cette opération, en mêlant leurs voix à celles des licenciés ? »

En effet, les déclarations récentes de ces derniers au sujet du C.C.P., leurs actes récents (refus de la projection d'un film sur le dernier mouvement volontaire de sélection des publications reçues au titre du C.E.) révèlent bien comment l'anti-communisme se conjugue avec la réduction des libertés et de la démocratie

Pour le P.C.F., considèrent les militants communistes, les libertés, pas plus que la culture, ne se découpent en rondelles.

« Ces questions, insistent-ils, et notamment celle de la mise en cause du C.C.P. doivent donc être abordées en terme de luttes pour la liberté d'expression. Il est possible de mettre en échec cette nouvelle manifestation d'autoritarisme

Cela dépend de la mobilisation et de l'action des travailleurs de la population nazairienne attachés au pluralisme, à l'outil culturel intersyndical, original et expérimenté que constitue le C.C.P. »

« Cet appel, constatent les militants communistes nazairiens, ne rejoint pas les prises de position publiques de l'adjoint socialiste aux affaires culturelles qui semblent entériner les vœux de F.O. pour porter atteinte au C.C.P., avant même que la décision ait été prise.

On ne peut, en effet, admettre que la nécessaire revalorisation de la subvention municipale au C.C.P. puisse être présentée comme compensation à la suppression de celle de la SNIAS et masquer ainsi les atteintes aux libertés. »

Pour les communistes, l'entreprise est bien un lieu fondamental de l'activité intellectuelle et culturelle, où s'oppose en permanence, l'exploitation, l'autoritarisme, l'émiettement du travail, aux aspirations, des travailleurs à intervenir pleinement dans les choix, à s'approprier le mouvement de la connaissance.

C'est pourquoi, face à la politique de pénurie pour la culture, menée par le pouvoir et le patronat au service des industries culturelles et de la mise au pas idéologique, la défense

des acquis obtenus par les travailleurs apparaît comme une priorité.

A l'opposé de la conception giscardienne d'un SMIC culturel pour les ouvriers qui tend à accentuer la ségrégation sociale, les communistes conçoivent la culture populaire comme moyen d'épanouissement des personnalités, d'accès pour tous à la diversité et aux formes les plus élevées des arts et des sciences.

« Dans ce domaine, observent les militants communistes, le Centre de Culture populaire, depuis 17 ans, sans prétendre à aucun monopole, joue un rôle particulièrement positif pour les travailleurs de la région nazairienne et leurs familles.

En menaçant de priver le C.C.P. d'une subvention importante pour son développement c'est donc une volonté politique qui se manifeste d'accroître l'autoritarisme, de réduire la liberté d'expression des travailleurs et de leurs organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T.

Le P.C.F. appelle les travailleurs de la SNIAS des autres entreprises nazairiennes, la population, à se manifester :

- pour la liberté d'expression à la SNIAS.
- pour ne pas accepter que la subvention du C.C.P. soit remise en cause par la voix du patron-licencier.

## TRÉFIMÉTAUX : ÉLARGISSEMENT DE LA LUTTE

Vendredi dernier, 200 travailleurs (11 de Couëron) venant de toutes les usines du groupe, se sont rendus en délégation à Paris pour exprimer à la Direction générale l'exigence des travailleurs de voir s'ouvrir des négociations sur leurs revendications. Par milliers, en effet, les travailleurs de « Tréfi » avaient signé (255 signatures à Couëron) une pétition exprimant notamment :

- leur refus des « 18 postes » (en fait, le travail du samedi institutionnalisé),
- leur volonté de garantir et faire progresser leur pouvoir d'achat.

— leur exigence d'une réduction de la durée du travail. Une délégation a été reçue par la Direction générale.

Durant cette entrevue, des débrayages avaient lieu dans toutes les usines du groupe, largement suivis.

La direction devra bien tenir compte de cette volonté de lutte et de la détermination des travailleurs qui entendent bien poursuivre et amplifier leur action.

Cette détermination s'était déjà d'ailleurs exprimée lors des collectes qui furent organisées et qui permirent la manifestation à Paris de ces délégations.

## « NOTIS » : Un bateau pourri, des hommes désespérés, malades

Un bateau pourri. Des hommes désespérés, malades. Voilà ce qu'a vu une délégation du Comité de Ville de Nantes du Parti Communiste Français comprenant notamment les camarades MOCQUART, GOUTTEFANGEA et GUEPIN, le 17 juin, sur le « NOTIS », ce bateau, amarré, perdu quai des Antilles à Nantes. Ils étaient venus là, avec les dockers communistes du port de Nantes pour réaffirmer leur solidarité à ces marins abandonnés.

Un bateau pourri, que son armateur ne veut plus connaître. Le jeu des intérêts des banques, des assurances et d'une entreprise de notre région (COLARENA) à laquelle étaient destinés les tourteaux de coton qui sont encore en cale. Les hyènes attendent la curée. Qu'ils meurent ces hommes, que leur importe, comme l'un d'eux l'a dit !

C'est cela le libéralisme avancé. C'est exactement cela.

Ils sont dix-huit à bord. Le dix-neuvième est à l'hôpital. Ils sont à quai depuis le 22 mars 1980.

Les salaires n'ont pas été versés depuis septembre 1979.

Certains même, n'ont rien touché depuis vingt mois !

Ils viennent de loin, de Grèce, du Ghana, du Cap-Vert, du Chili, d'Argentine. Quand rentreront-ils chez eux. Avec quoi ?

A bord du « Notis », les conditions d'hygiène sont déplorable. Et nous les avons vus, ces hommes, pour certains malades, pour beaucoup

au bord de la dépression nerveuse grave, dramatique si les choses restaient en l'état.

Ils doivent aux dockers, à des cellules communistes, à la CGT, de survivre, de seulement survivre.

Oui nous pouvons accuser, les banques, les assurances, le patronat, le pouvoir de non-assistance à personnes en danger.

Oui nous sommes solidaires des marins du « Notis ». Notre lutte, elle est pour eux. Elle est aussi pour nous. Car, prenons-y garde, le capitalisme en crise, bien souvent soutenu par le Parti Socialiste organise le bradage de nos industries, le chômage, l'austérité, pour la santé en particulier, l'autoritarisme pour ne pas dire plus, avec le projet de loi Peyrefitte.

Solidaires des marins du Notis, nous ne voulons pas devenir des esclaves. C'est bien pour cela que nous voulons l'union de tous les travailleurs, mais sur des bases précises et claires, dans la lutte.

Pour la dignité de l'homme.

### CAMBODGE :

## Le témoignage de Sœur F. VANDERMEERSCH

A l'invitation de l'U.F.F., Sœur Françoise Vandermeersch a apporté, le 12 juin, son témoignage sur son récent voyage au Cambodge, à Saint-Herblain d'abord, puis à Couëron.

Ce témoignage dénonce la falsification éhontée de la réalité par les médias. A la question d'une participante, Sœur Vandermeersch répondait que la délégation récente aux frontières du Cambodge et à laquelle participait le député socialiste C. Evin, répondait plus à un souci publicitaire et à la volonté d'apporter de l'eau

au moulin des calomnieux qu'à celle d'aider le peuple cambodgien. Pouvait-ils ignorer au départ que toute aide au Cambodge acheminée par la Thaïlande était interceptée à la frontière ? que la destruction des ponts au Cambodge rendait impossible l'accès de Phnom-Penh par la Thaïlande ? Sœur Vandermeersch a d'autre part dénoncé le comportement de ces « humanitaires au grand cœur » qui ont dépensé sans compter dans les luxueux hôtels de Bangkok.

Un montage de diapositives rapportées par Sœur F. Vandermeersch atteste de l'ampleur du dénuement du peuple kmer, mais aussi des progrès déjà obtenus. Malgré la dévastation du pays, le manque de moyens

et le manque de cadres, les écoles, les hôpitaux ont rouvert. Le vie renaît avec l'aide des pays socialistes, des mouvements de solidarité dans notre pays (S.P.F., U.F.F. etc...). Mais la menace persiste : avec ses hommes de main, Pol Pot est toujours à la frontière thaïlandaise et c'est pourquoi pas un Cambodgien, contrairement à ce que disent ici radios et télévisions, ne souhaite le départ des Vietnamiens, dont la présence est actuellement indispensable à la survie du Cambodge.

A cette réunion, nous avons noté la présence de P. Brémont, maire adjoint, qui représentait le groupe des élus communistes, et M. Brièrre qui y représentait la section de Saint-Herblain du P.C.F.

### DÉBATTRE LARGEMENT ET LUTTER

A St-Herblain, les communistes viennent de s'adresser largement à la population pour lui dire : « Vivre mal, étouffer, se priver, c'est le lot quotidien. Giscard, Chirac et Mitterrand rabâchent la même idée : il n'y a rien à faire pour en sortir, il faut se résigner et accepter la vie comme elle est. Ça suffit ! Il est possible d'avancer. Le changement n'est pas un rêve mais une possibilité que nous tenons dans nos mains : par la lutte !

Ils invitent la population à venir rencontrer les communistes et discuter autour d'un buffet campagnard le mercredi 25 juin à 19 h, rue de l'École, à la Crémeterie.

## en bref - en bref - en bref

■ Chez Rineau, à Nantes, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les travailleurs ont débrayé mardi après-midi de la semaine dernière, pour protester contre le licenciement d'un travailleur, consécutivement aux grèves d'avril et de mai.

■ Aux Docks Généraux, les arrêts de travail de la semaine passée, avec la C.G.T. et la C.F.D.T., avaient pour but d'obtenir des négociations avec le patronat, sur les revendications salariales préalablement déposées.

■ Dans les magasins « Radar » à Saint-Nazaire l'action se poursuit. Les employés jugent insuffisantes les propositions de la direction. D'autres débrayages sont prévus pour faire reculer l'intransigeance patronale.

■ Dans la Construction à Saint-Nazaire, les travailleurs constatent que satisfaction n'a pas été donnée en particulier sur les bas salaires et les indemnités de transports-trajet et repas. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. sont intervenus

auprès du président de la Chambre patronale et du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

■ Les convoyeurs de fonds de la région nazairienne de chez « Protection Ouest Centre » dont le siège est à Paris et la maison-mère en Suède, n'avaient pas repris le travail vendredi matin. Au cours de l'après-midi ils obtenaient en partie satisfaction sur leurs revendications portant sur des erreurs importantes sur les bulletins de salaires et les heures de repos compensateur. D'autres revendications restent en suspens dans l'attente d'une nouvelle entrevue entre les deux parties cette semaine. Le travail reprenait dans la soirée.

■ Les marinières C.G.T. des sabliers Houssard ont décidé d'engager une grève ce mardi, tant à Saint-Nazaire qu'à Nantes. Leurs revendications portent en particulier sur les salaires de 5 000 francs minimum. De la réponse du patron dépendait l'action.

COMME CHAQUE ANNEE A LA MEME EPOQUE...

**G. DAVID** 4, avenue de la République  
Tél. 22.47.76

le spécialiste régional de la TV couleur, de la Vidéo et de la Hi-Fi

lance l'opération **PRÉ-VACANCES**

Votre téléviseur couleur, votre chaîne HI-FI,  
votre magnétoscope chez vous ce soir...

ET VOUS NE PAIÉREZ LA 1<sup>re</sup> MENSUALITÉ QU'EN **SEPTEMBRE 80**

TELEFUNKEN, CONTINENTAL-EDISON, HITACHI, etc...

56 cm COULEUR, à partir de 4 100 F Reprise de votre ancien TV  
GARANTIE TOTALE 2 ANS